

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20
C. C. P. 1248-74 N PARIS

Aux élections du 3 mars 1974, aucun des trois candidats (le général Laugerud, coalition de droite du président sortant; le général Rios, démocratie-chrétienne; le colonel Raiz Novales, parti révolutionnaire) n'obtenait la majorité. Sur décision du Congrès, c'est le général Laugerud qui était alors désigné comme vainqueur. En plus du climat de violence (cf DIAL D 141), c'est la fraude électorale qui est dénoncée dans le manifeste suivant. (Note DIAL - 20/03/74)

APPEL ADRESSE AU GOUVERNEMENT, AUX PARTIS POLITIQUES
ET AU PEUPLE GUATEMALTEQUE

Nous sommes un groupe de chrétiens qui veulent respectueusement s'adresser à vous. Nous ne pouvons demeurer silencieux dans ce moment de crise que traverse notre pays. Nous le croyons: "C'est pour que nous restions libres que le Christ nous a libérés" (Galates 5,1); seule, "la vérité nous rendra libres" (Jean 8,32). Par amour pour le Guatemala et en vertu de notre foi chrétienne, nous sommes dans l'obligation de dire publiquement ce qui suit:

1- Depuis le 3 mars, jour des élections, jusqu'aujourd'hui nous avons appris par la presse de la capitale que cinq personnes pour le moins étaient mortes de mort violente en conséquence directe ou indirecte des passions politiques. Voilà de nombreuses années que nous vivons dans un climat de violence politique. Rappelons brièvement quelques noms: Mario López Villatoro, Raúl Lorenzana, Adolfo Mijangos, Tereso de Jesús Oliva, Arnaldo Otten Prado, Julio Camey Herrera, Isidoro Zarco, etc. Dans les "cimetières clandestins" découverts durant l'année 1973 et dénoncés par la presse nationale, de nombreuses victimes n'ont pas pu être identifiées, parmi lesquelles la plupart sont probablement des paysans. Nous condamnons toute violence politique, d'où qu'elle vienne. Notre pays a vécu un calvaire sanglant. Il est temps que, pressés par le commandement du Seigneur: "Tu ne tueras point", nous nous appliquions à réfléchir en vérité et en liberté sur ce que nous sommes en train de faire.

Nous exigeons que les groupes armés non militaires, de gauche ou de droite, soient effectivement désarmés par le gouvernement de la République, étant donné que seules les Forces Armées et les différentes Polices peuvent, de par la Constitution, posséder des armes de façon organique.

Nous nous unissons à la souffrance impuissante des familles de tant de victimes. "Le sang de nos frères crie vers Dieu" (Genèse 4,10).

2- Nous condamnons l'utilisation à des fins post-électorales d'un groupe de paysans qui ont été transportés en camions et fourgonnettes vers la capitale, aux premières heures du lundi 4 mars, pour manifester au Parc Central et sur les places de la ville en faveur d'une des factions de la lutte électorale. Une telle manifestation était parfaitement déplacée, et cela d'autant plus qu'elle s'est achevée en violences dont les victimes ont été des étudiants de l'INCV et des journalistes.

3- Nous tenons également à exprimer notre réprobation contre la lenteur insolite avec laquelle les services du Registre Electoral ont informé le peuple du Guatemala pour ces élections. Il n'en avait pas été de même en 1966 ni en 1970. Les responsables de cette situation portent le poids de l'incertitude et de l'instabilité qui pèsent de façon menaçante sur le Guatemala.

4- Nous avons appris que dans certaines communes de la République, les imprimés nécessaires au vote n'avaient pas été acheminés à temps. Il faut donner aux habitants de ces communes la possibilité qui leur revient en justice d'exercer leurs droits de citoyens. Aussi exigeons-nous que soit honnêtement respectée la volonté populaire, ainsi que l'a déclaré à plusieurs reprises le président de la République et le ministre de la Justice au nom de l'Armée.

Nous sommes profondément inquiets du fait que le recensement national est terminé depuis une année. On a tenu compte de ses résultats dans l'établissement du registre des électeurs pour permettre l'augmentation du nombre de sièges représentés au Congrès de la République, en particulier dans les départements de San Marcos, Huehuetenango, El Quiché, El Petén et Guatemala. Cependant les résultats du recensement n'ont pas été rendus publics. Pourquoi?

Nous constatons par ailleurs que cinq prêtres étrangers au moins, dont le statut de résidents au Guatemala est parfaitement en règle, ont été convoqués à la capitale la semaine précédant le dimanche 3 mars et intimés à ne pas retourner dans leurs paroisses avant la fin des élections. Il s'agit des curés de San Ildefonso Ixtahuacán, de San Pedro Necta et de Colotenango (tous trois dans le département de Huehuetenango), du curé de Zunil (département de Quezaltenango) et du vicaire de Joyabaj (département de El Quiché). Pourquoi? Sur quel article du Statut des Etrangers cette mesure prend-elle appui? Nous affirmons, comme chrétiens guatémaltèques, que ces ecclésiastiques sont pleinement au service de leurs populations.

5- Nous dénonçons, à l'égal des déclarations de l'APG, les pressions exercées par les "chaînes" de télévision et de radio, lesquelles restreignent de façon injustifiée la liberté d'information en dehors des temps de retransmission des bulletins officiels de la plus haute importance. Nous estimons en particulier que la retransmission de musique militaire contribue à créer un climat d'intimidation extrêmement dangereux pour la tranquillité des citoyens.

6- Certains des signataires de cet appel ont été témoins de la façon violente utilisée pour la dispersion d'une manifestation pacifique organisée devant la Faculté de Médecine à la mémoire des trois étudiants assassinés à Zacapa. Après s'être soumis aux injonctions de ne pas se diriger vers le cimetière et de dégager la rue (ils voulaient faire un enterrement symbolique puisque les cadavres n'ont pas été restitués), les manifestants ont continué de manifester mais sans aucunement gêner le trafic de la 2e Avenue de la Zone 1. Nous considérons la dispersion de cet acte civique par la force comme une atteinte aux droits des citoyens et nous protestons énergiquement contre la présence, à deux rues de la Faculté de Médecine, de deux jeeps bleues occupées par des civils armés qui n'ont pas été contrôlés à l'égal des manifestants pacifiques et désarmés.

7- De tels faits ont contribué à engendrer un climat de profonde inquiétude et appréhension parmi les habitants de la capitale. Dans leur majorité, ceux-ci ont l'impression de se trouver devant une escroquerie. Il importe de lever ce climat en proposant des garanties claires et sans équivoque.

8- Nous nous étonnons du silence observé par la hiérarchie de l'Eglise Catholique et des autres Eglises Chrétiennes devant tant de gestes de violence, d'injustice et d'atteinte à la volonté souveraine du peuple. Aussi leur demandons-nous de prendre position.

Nous rappelons à tous ceux qui font violence à la souveraineté du peuple, qui mentent, volent ou tuent qu'ils ne peuvent prétendre se revêtir du nom de chrétiens ni se servir du nom de Dieu (Deutéronome 5,11).

Si nous parlons de la sorte, c'est parce que nous sommes poussés par le sentiment de l'urgence de la construction d'un Guatemala plus fraternel, sentiment qui coïncide avec notre devoir "d'obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes" (Actes 5,29).

Guatemala, le 6 mars 1974

(signé:) Alberto Enriquez sj., César Vera, María Victoria Ajmac, Juan Ortiz Morales, Rokaël Cardona, Angélica Sittler de Rosal, Feliciano López Chávez, Luz Estrada, Mario Rosal García, J.M. Gaitán, Rita Navarro, Héctor Gaitán, Leonor Hurtado, Luís E. Pellecer sj., P. Ricardo Falla sj., Concepción Ajmac, Romeo E. Cartagena, Carlos Cabarrús sj., Roberto Melville, J.J. Molina, P. Ricardo Bendaña sj., Manuel E. Leiva, P. Guillermo Flores, P. Hildebrando Cumes, P. César Jerez sj. Luis Estrada, P. Salvador Valenzuela, Julia Esquivel.

P.S.: Ce matin, au cours de l'émission de 8h45 de Radio Nationale, le ministre du Gouvernement a évoqué la phrase prononcée hier matin à l'émission de 7h par M. Dario Soto, directeur du Conseil Electoral: "les résultats peuvent grossir mais la position des candidats ne peut pas changer". Le ministre a expliqué qu'il s'agissait là d'un lapsus linguae qui reflétait l'opinion personnelle du directeur; il a ajouté que personne n'était hier en état d'avancer une telle affirmation. Pour notre part, cependant, nous considérons comme extrêmement grave qu'elle ait pu être avancée sans nuance et par la radio officielle.

De plus, les résultats définitifs connus ce soir nous semblent curieux. Les voix rassemblées des trois partis en compétition représentaient un total de 631.866, c'est-à-dire 188.031 voix de plus qu'en 1966 (457.307) (1). Par contre, le total annoncé ce soir (sous réserve de la décision de vote du Congrès) s'élève à 640.338 voix, c'est-à-dire une augmentation de 8.472 voix par rapport à 1970. Il est évident que le chiffre de la population en état de voter a augmenté davantage.

(Le 6 mars 1974)

(1) Chiffres recopiés textuellement. Normalement, la différence entre 631.866 et 457.307 n'est pas de 188.031 mais 174.559 (N.d.T.)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

D 158-3 DIAL 20/03/74